

**Belgique - Véhicules blindés :
approbation par la Belgique du
projet de coopération CAMO -
Communiqué de presse du
ministère des armées**
(Paris, 26 octobre 2018)

Florence Parly, ministre des Armées, se félicite que l'accord "CAMO" - pour Capacité motorisée - soit officiellement approuvé par la Belgique. Cet accord représente une excellente nouvelle pour la France comme pour la Belgique.

Ce partenariat inédit comprend la vente de 382 véhicules blindés Griffon et 60 Jaguar. Il comporte également un volet opérationnel incluant des entraînements, de la formation et le maintien en condition opérationnelle des matériels concernés.

Enfin, un bureau commun entre le ministère français des Armées et le ministère belge de la Défense va être créé pour que les échanges sur l'évolution des véhicules blindés soient mutuellement bénéfiques aux deux pays.

Contexte

Quand ?

- En juin 2017, Florence Parly, ministre des Armées, a signé une lettre d'intention avec la Belgique pour aller vers une coopération plus intense entre les deux pays dans le domaine des armements terrestres.

- Le 25 octobre 2018, le Conseil des ministres du Royaume de Belgique a approuvé le principe d'un accord intergouvernemental avec la France concernant la mise en place d'un partenariat stratégique dans le domaine de la mobilité terrestre.

- Cet accord intergouvernemental sera signé prochainement par les autorités politiques des deux pays.

- Les véhicules blindés seront livrés à la Belgique à compter de 2025.

Combien ?

- Le volet "acquisition" porte sur 382 véhicules VBMR-GRIFFON et 60 EBRC-JAGUAR.
- Le budget total de l'investissement s'élève à environ 1,5 milliard d'euros.

Qui ?

- Les industriels français qui construisent ces véhicules blindés sont pour le Griffon et pour le Jaguar, notamment : Nexter, Thales, Arquus, Quiri, Hutchinson SNC, Elna, Metravib, Safran, TRAC-C industrie, Texelis.
- L'armée de Terre française participera à des entraînements avec les militaires belges.
- La Direction générale des ressources matérielles (DGMR) et la Direction générale de l'armement (DGA) vont coopérer de manière inédite avec la mise en place d'un bureau commun pour la conduite du programme d'acquisition. La collaboration entre les deux directions permettra le développement de synergies, dans les domaines de l'expertise et des essais, et une concertation étroite en matière de besoins futurs./.

(Source : site Internet du ministère des armées)